

7^e SÉRIE. 1^{er} VOL. — N^o 7.

32^e ANNÉE. - Février 1926.



La Coopération des idées

ORGANE BIMESTRIEL DE LA RÉACTION DU BON SENS,
SEUL VRAIMENT INDÉPENDANT DES COTERIES,
DES PARTIS, DES POUVOIRS, DE L'ARGENT,
ET MÊME DES LECTEURS ET ABONNÉS.

RÉDIGÉ PAR GEORGES DEHERME

SOMMAIRE :

Sur la Démocratie.
La Monnaie fiscale. (III).
Pourriture de Presse.
Anthologie de la Bêtise.
Les Livres qui font penser.

Ce Numéro de 32 pages : 1 fr.

ADMINISTRATION & RÉDACTION :
Georges DEHERME, à Aups (Var)

ABONNEMENTS

Les numéros de *la Coopération des idées* auront le nombre des pages et la périodicité que nécessiteront les circonstances. Le prix de l'abonnement est donc fixé au volume qui sera de 320 pages au moins : soit **10 francs** pour la France et **15 francs** pour l'Étranger.

Le régime matérialiste de la prétendue propriété littéraire a généralisé la simonie, la prostitution de l'esprit. En asservissant l'intelligence à l'argent et au nombre, ce régime a été un des facteurs de notre anarchie mentale et morale.

Nous proposant surtout la régénération des opinions et des mœurs, nous ne reconnaissons pas les « droits d'auteurs ». Nous autorisons donc, sans conditions, nous sollicitons même la reproduction de tout ce que publiera *la Coopération des idées*.

Un numéro spécimen est envoyé à toute personne qui en fait directement la demande ou dont l'adresse nous est transmise. C'est nous aider efficacement que de nous envoyer des listes d'adresses.

Pour tout ce qui concerne LA COOPÉRATION DES IDÉES, écrire à M. Georges DEHERME, à Aups (Var).

La Coopération des idées

SUR LA DÉMOCRATIE

« Les Français se sont montrés les plus habiles artisans de ruine qui aient jamais existé au monde... Si nous avions complètement vaincu la France, si elle était prosternée à nos pieds, nous aurions honte d'envoyer aux Français, pour régler leurs affaires, une commission qui leur imposât une loi aussi dure, aussi fatale à leur grandeur nationale que celle qu'ils se sont faite à eux-mêmes. »

BURKE.

La démocratie, c'est le mal.

Un État est l'ensemble des forces convergentes qui résistent à la dissolution. Par définition, l'État est donc antidémocratique.

Aucun pouvoir sans concentration. Pas de concentration sans continuité. Pas de continuité sans direction. Nulle direction sans chef. La santé, qui est l'ordre, sera toujours antinomique à la maladie, qui est la démocratie.

La démocratie sous toutes ses formes est une maladie chronique invétérée. On ne peut espérer

sa guérison que si elle devient une violente maladie aiguë, par la banqueroute, la famine et la révolution sociale, — car la guerre, si atroce, et même l'invasion n'y ont point suffi.

État = stabilité. Élection, parlementarisme = instabilité. Donc, système électif et parlementaire : négation de l'État, anarchie.

La démocratie est l'aspect politique de la barbarie. Elle subordonne le social aux individus. La civilisation est, au contraire, l'incorporation de l'individu à la société.

Les lois écrites peuvent affaiblir, détruire les institutions : elles ne les suppléent jamais.

L'ordre temporel, durant l'interrègne spirituel, ne saurait être qu'un accident heureux. Car il n'est réalisé et maintenu que par l'équilibre, extrêmement instable, des intérêts, des préjugés, des ignorances, des instincts et des passions.

L'anarchisme de doctrine est chimérique, mais non positivement absurde. On peut imaginer un monde dans la torpeur, qui se passerait d'être ordonné parce qu'il n'aurait ni désirs ni activité. Mais rien n'est plus déraisonnable que de prétendre instituer un gouvernement subordonné aux gouvernés.

Il n'y a d'idées organiques que celles qui ne se discutent point, entendons celles qui sont cristallisées en sentiments ou en dogmes.

Alors que la parole tient lieu de tout, est tout, la persuasion et l'opinion ne jouent réellement aucun rôle. C'est que l'éloquence électorale et parlementaire vise non pas à persuader ou à former les opinions, mais à déterminer les votes du plus grand nombre. Et ce ne sont pas des raisons qu'il y faut ; mais flagorner, promettre, suggestionner, étourdir, susciter les cupidités, exciter les haines...

« Il faut tordre le cou à l'éloquence », — et, pour l'exemple, à quelques palabreurs trop éloquents.

« Qui assemble le peuple l'émeut », disait le cardinal de Retz. — La démocratie, c'est l'émeute en permanence.

La démocratie s'acharne à détruire la Cité pour s'assurer le vote des citoyens.

A des politiciens sollicitateurs, Clemenceau répéta un jour ce mot d'Henry Becque : « Faut-il entendre par démocratie les vices de quelques-uns mis à la portée du plus grand nombre ? » — Si ce n'était que cela !... Le pire, c'est la bêtise du plus grand nombre imposée à quelques-uns et gouvernant l'ensemble.

Tout élu du suffrage universel, par le fait même qu'il a pu être élu, est à tout le moins un menteur et un fourbe. Tout électeur, par le fait même qu'il vote, est un imbécile.

Pas d'exception. Tout au plus des degrés.

L'élection exige la fraude. Compter loyalement

les désirs, les intérêts, les caprices des masses pour les satisfaire, il n'en résulterait qu'un inconcevable non-sens. C'est pourquoi, désormais, tout l'art politique consiste à mentir, à « manœuvrer », à duper l'électeur, à truquer les urnes. Cela n'a pu avoir que de déplorables conséquences pour la moralité publique, et conséquemment pour la moralité privée.

L'élection est le choix du pire, parce qu'il n'y a que le pire qui soit commun à tous. Chez tous les hommes, même les meilleurs, il y a quelque partie de Barabbas. Voilà pourquoi, consulté, le peuple élira toujours Barabbas.

M^{me} de Motteville écrit dans ses *Mémoires* : « Quand le peuple se mêle d'ordonner, il n'y a plus de maître, et chacun en son particulier le veut être. » — La démocratie est donc la tyrannie universelle dans l'anarchie générale.

La démocratie sera imparfaite tant que l'enfant n'aura pas le « droit » de choisir son père, sa mère et sa patrie.

Une démocratie ne se redresse ou ne se gouverne qu'en abdiquant, et elle n'abdique que par la force et dans le malheur.

Ruskin enseignait que « la beauté de tout travail humain dépend du degré de bonheur de la vie de l'ouvrier ». L'inverse est plus profondément vrai : le bonheur de la vie de l'ouvrier dépend de la beauté — c'est-à-dire de l'utilité humaine — de son travail.

La doctrine de la démocratie, c'est la culture et la systématisation de l'envie.

« L'enfer même a ses lois », dit le Faust de Goethe. Celles de la démocratie — qu'elle ne saurait transgresser — c'est la corruption, l'envie, la terreur et le culte de la Bêtise.

L'envie, ferment de haine, de félonie et de sédition, c'est l'âme affreuse de la démocratie.

Combien Goethe avait raison de préférer une injustice à un désordre. C'est au nom de la justice que tout est subverti. Et cette « justice », ce n'est que la ruse de la force ou le masque de l'envie.

Parce qu'elle agrège la nation, la guerre forme les mœurs et les institutions de la paix. Au contraire, le pacifisme verbal, qui distend le lien national, fomenté les antagonismes violents. Et d'abord entre compatriotes.

Ce n'est qu'en revigorant la démocratie, et trop souvent par ses côtés les plus pernicioseux, que les partis les mieux intentionnés cherchent à pallier les conséquences immédiates de la démocratie. Où nous en sommes, si bas ! le mieux, au contraire, est de laisser ces conséquences s'épuiser rapidement, même si elles doivent nous faire éprouver durement toute leur cruauté éducative.

La démocratie semblait inébranlable. Même ses dévastations la fortifiaient. La déliquescence morale, l'abêtissement, tous les dévergondages et les divagations qu'elle provoquait la servaient. La

dissolution de l'État, l'émeute sanglante, l'invasion l'épanouissaient. Mais voici qu'elle aboutit à la gêne monétaire, le parasitisme, qui est son élément vital, est atteint : l'idole va s'abîmer dans la banqueroute.

Tant que la démocratie ne tuait que l'esprit et le cœur, tant qu'elle ne ruinait que la patrie, elle n'avait que des dévots. Mais elle ne peut plus entretenir ses fonctionnaires et ses rentiers : elle est condamnée.

Exaltante raison d'espérer.

C'est une tâche danaïdique que de chercher à procurer à l'État démocratique des ressources financières. Quoi qu'on fasse, celles-ci seront toujours au-dessous des exigences électorales et des appétits de la politicaille innombrable.

L'État démocratique n'atténue sa tyrannique méchanceté que lorsqu'il lui faut implorer la bonne volonté du contribuable.

Ce n'est pas seulement pour apaiser sa voracité que la démocratie a un formidable budget, toujours croissant, c'est encore pour se maintenir en « faisant » les élections. Elle perdrait tout si elle ne pouvait promettre à la majorité de l'affranchir de toutes les charges sociales en faisant peser celles-ci sur la minorité. On comprend pourquoi ses préférences vont aux impôts directs et compliqués qui se prêtent mieux que les impôts clairs et indirects à ces tactiques de guerre civile.

« Ils chantent, disait Mazarin, qu'ils payent ! »

Et voter, c'est chanter. Le victimeur, le grand sacrificateur de la démocratie, c'est le percepteur.

L'impôt est un terrible facteur de démoralisation civique. Il oblige le contribuable qui ne veut pas se laisser dépouiller entièrement au mensonge ; en paralysant la production, il habitue le travailleur à la paresse ; en enrayant la circulation, il développe le mercantilisme ; il incite l'électeur à la mendicité, à la cupidité ; il dénature l'État. Mais c'est le principal moyen de la démocratie pour se maintenir, et son aliment. Aussi l'impôt n'a-t-il plus d'autre limite que la compressibilité du contribuable et la possibilité de le percevoir.

« Mort aux fraudeurs de l'impôt ! » clament nos bons cartellistes. Et pourtant, sous l'Empire, leurs prédécesseurs (qu'ils étaient beaux alors !) préconisaient le refus de l'impôt. C'était le temps héroïque où F. Gambon, accompagnant sa vache saisie par le fisc, faisait figure d'apôtre triomphateur. Qu'est-ce à dire ? Ceci seulement : Nos néo-fiscotâtres ne sont plus du même côté de la caisse.

Démocratie politique et démocratie sociale sont le même virus de la même maladie. L'une affecte l'organe de police et de direction, l'autre l'organe de production et d'administration. La démagogie de l'une a pour élément « le prolétariat » ; la démagogie de l'autre, « les classes moyennes ». Celle qui vise à la pulvérisation de la richesse nationale n'est pas moins nocive que celle qui provoque la dispersion du commandement.

Pas d'ordre politique possible dans le désordre économique, et *vice versa*.

La dispersion du pouvoir politique, c'est le désordre ; la pulvérisation de la richesse sociale, c'est la gabegie et la ruine. Les deux, c'est l'anarchie.

De même qu'il faut des agents spécialisés dans la fonction de commandement politique ; de même il faut des agents spécialisés dans la fonction d'administration économique.

L'égalité, ou seulement la tendance à l'égalité antiphysique, c'est la confusion des fonctions. Et la confusion des fonctions, pour la société comme pour l'individu, c'est l'incoordination, l'ataxie locomotrice, la paralysie générale.

En morale seulement, chacun peut espérer de remplir indistinctement tous les *devoirs de l'homme*. Et donc, là seulement, nous entrevoyons la démocratie idéale, — qui est d'ailleurs en opposition absolue avec la démocratie de fait, celle des insensés *droits de l'homme*.

L'héroïsme ne saurait être constant. Il est toujours exceptionnel. Demander à chaque citoyen de préférer en toutes circonstances le bien commun à sa propre prospérité, à son bonheur, à son existence est une extravagante chimère. Les prédications morales sont impuissantes. La religion seule peut susciter l'altruisme et l'organiser. L'État seul peut contenir et régler l'égoïsme. Pas de société sans gouvernement spirituel et temporel.

La raison étant le plus souvent au service des instincts égotistes, il importe que ceux qui pres-

crivent les devoirs ne soient pas exclusivement ceux qui sont appelés à les accomplir.

Le désordre aura toujours et nécessairement beaucoup plus de partisans et d'ouvriers que l'ordre, parce que la grande masse inférieure courra toujours la chance, dans le désordre, d'obtenir plus que l'ordre ne lui attribuerait. Et donc, l'ordre doit être imposé par la contrainte d'une élite.

La démocratie est la basse chimère par laquelle tout le monde espère parvenir à dominer et à exploiter tout le monde. Aussi, tant qu'elle représentera une possibilité quelconque, ne serait-ce qu'en apparence, de domination par le nombre et d'exploitation par l'argent, elle sera indestructible.

Ce qui est désespérant, c'est que tout le monde, en paroles, en pensée et en action, *fait*, comme disent les médecins, de la démocratie.

Un banquier, auquel M. Guizot reprochait alors ses compromissions avec le parti révolutionnaire, lui répondait : « Que voulez-vous ? vous autres, vous ne me ferez jamais de mal ; mais ces gens-là seront quelque jour les maîtres, et ils ont des amis qui pourraient bien avoir la fantaisie de me prendre mon bien et de me couper la tête : je ne veux pas me brouiller avec eux. » (*Mémoires de Guizot*).

Démocratie = ploutocratie.

Il est chimérique d'espérer une restauration de l'ordre national tant que subsistera la toute-puissante coalition tacite du financier, du politicien, du journaliste, du fonctionnaire, du mercanti et du rentier.

La solidarité de la bêtise est la plus grande force de ce temps. Et c'est la démocratie.

Le plus démocrate des imbéciles, s'il voyage, accepte volontiers la dictature du mécanicien de la locomotive ou du commandant du paquebot.

L'impopularité est la caractéristique même du vrai gouvernement.

Ce n'est pas seulement parce qu'il paraît manquer de doctrine positive que Mussolini doit échouer finalement, c'est parce qu'il a trop de partisans. Tôt ou tard, il sera débordé.

Un dictateur ne doit pas dépendre de ses partisans. Ce n'est pas un homme, c'est la Nécessité. Il doit pouvoir être implacable comme la Nécessité.

Un chef, un homme, certes ; mais des institutions qui l'appuient, des mœurs qui l'animent, des opinions organisées qui le règlent.

Un gouvernement effectif, c'est-à-dire personnel ; mais réduit à sa fonction propre, qui est d'ordonner le concours en garantissant l'indépendance. Un gouvernement n'ayant plus, pour se maintenir, à enseigner, à persuader, à corrompre, à faire voter, à trafiquer, fabriquer, boursicoter. Un gouvernement n'ayant qu'à gouverner.

La condition de toute haute liberté, c'est le despotisme où il faut.

G. D.

LA MONNAIE FISCALE

III

L'INFLATION QUI S'IMPOSE. — LA PRESSE. — LA MONNAIE-CRÉDIT

Après une petite belote parlementaire, ça va. Nous voilà embarqués, sans boussole, sans gouvernail, sans capitaine, — à la façon démocratique, — sur le bateau de l'inflation fiduciaire. Comme la Vérité, hélas! rien ne l'arrêtera plus.

Il était un petit navire...

Cela n'a pu surprendre que ceux dont le métier est de ne pas prévoir : les sacrés élus du suffrage universel, la presse omnisciente et les hautes compétences.

Rien ne marque mieux l'étendue et la profondeur de l'abêtissement des masses votantes que l'émotion provoquée par la situation financière.

Je ne sais de plus caractéristique que l'impuissance générale à concevoir ou seulement à admettre les mesures qui seules seraient efficaces. Une multitude de projets sont présentés, de gauche à droite : Ce ne sont que des expédients, des trucs de tripoteurs, souvent nocifs par leurs conséquences. Tous aboutissent, quelques-uns non sans ingéniosité, à différer les échéances ou à escompter les recettes, sinon à dissimuler des confiscations. Comme il faut surtout ne pas heurter les pro-

fitables superstitions populaires, le problème ne saurait être envisagé dans toute son ampleur. Le fin du fin de la politique parlementaire, c'est l'illusionnisme.

Au surplus, la livre sterling à 150 fr., à 1.000 fr., à 10.000 fr., l'État fermant ses guichets, ce n'est pas là qu'est le mal : ce sera peut-être même, s'il reste une possibilité de réaction vitale, l'éveil d'un désir de guérir.

Même en ne s'en tenant qu'au temporel, la banqueroute d'argent est infiniment moins grave que la sujétion monétaire, économique et politique. Or, les remèdes qui nous sont offerts de toutes parts consistent à subir ceci définitivement pour éviter cela provisoirement. Tel journal, résolument patriote pourtant, dénonce à sa deuxième page les insolences, les exactions et les rapines du roi-dollar tout en proclamant en première page l'intangibilité de cette royauté sinistre et grotesque. Le nouveau parti fasciste français magnifie en tête de son programme l'idole or, c'est-à-dire le franc-dollar, le franc de la servitude. Ne voit-on pas que, s'il y a sujétion monétaire, il y a sujétion économique, sujétion politique ? Une dictature au service des U. S. A. ? — Merci ! Je préfère le bolchévisme qui est le chaos et nous laisse au moins l'espoir d'une palingénésie. Le succès d'une entreprise de réaction est désirable ; mais non au détriment de sa fin propre. Une dictature de salut public — celle que je préconise depuis quatre lustres — doit être nationale, c'est-à-dire indépendante, dégagée aussi bien des pressions du nombre que des suggestions de l'argent. Au dedans comme au dehors.

Ce que la presse, chaque jour, insuffle d'insanités et de mensonges dans les pauvres cervelles de nos contemporains paraîtra invraisemblable à nos descendants. Rien n'est trop fort, je veux dire trop idiot.

Voici, par exemple, M. Lucien Romier. Il passe pour un as. Comme le fut M. François-Marsal, il espère de-

venir ministre des Finances. Récemment, dans *le Figaro* du 23 novembre, il osait écrire :

« A l'encontre de ce que pensent beaucoup de gens, *la ruine monétaire serait plus redoutable pour la France* qu'elle le fut pour l'Allemagne. Aucun de ceux qui ont l'habitude de peser les forces réelles des nations n'en doute. *Quand l'épargne d'or est partie ou perdue on ne la retrouve qu'en la payant de valeurs solides.* L'Allemagne a pu détruire sa monnaie, mais elle restait la nation du continent la plus riche d'hommes et de travail, la plus riche de charbon, la plus riche d'outillage. La France, saignée par la guerre, n'ayant qu'une mince natalité, est contrainte d'importer la majeure partie de ses matières premières ; *elle n'a pas assez de charbon, elle n'a pas de pétrole...* Sa chance actuelle réside dans l'ancienneté, la perfection, le prestige et les mille reflets de sa civilisation. *Or c'est précisément cette chance, cette civilisation qui sombrerait dans le désastre monétaire.* »

Par ce prince du journalisme, s'adressant à une clientèle qu'on présume avoir acquis dans le maniement de l'argent quelques notions d'économie politique, on peut juger du peuple des folliculaires.

M. Lucien Romier avait à fournir son « papier » quotidien. En l'écrivant, il ne s'est pas demandé en quoi serait « redoutable pour la France » une situation comme celle qui suivit « la ruine monétaire » provisoire de l'Allemagne, laquelle permit à celle-ci de se munir à bon compte d'un puissant outillage industriel, d'éteindre presque toute sa dette intérieure et, finalement, d'élever le cours du mark de 1 fr. 25 à 6 fr. 50.

« Quand l'épargne d'or est partie ou perdue, on ne la retrouve qu'en la payant de valeurs solides. » — M. Romier, qui est aux sources plus ou moins pures des informations, ne sait-il point encore que c'est la haute banque anglo-américaine, ayant accaparé l'or et en ayant surfait le prix déjà excessif, qui fait courir ce bruit ?

Gardons nos « valeurs solides » ou ne les troquons que pour d'autres valeurs aussi solides. Ce serait être dupes que de les échanger contre un métal inutile. Si nous nous tenons à cette sage réserve, c'est l'or qui nous sollicitera et qui payera très cher, de plus en plus cher, les « valeurs solides ».

« Le charbon, le pétrole »? M. Romier croit-il vraiment que ceux qui vendent ces marchandises n'ont besoin que d'or? Qu'en feraient-ils? Ce sont des produits plus utiles, précisément nos « valeurs solides », qu'ils désirent. La vérité, c'est que les Anglo-Américains veulent faire de l'or qu'ils ont accaparé un moyen de domination politique mondiale.

C'est pourquoi ils en élèvent le prix artificiellement.

« A présent, écrit M. J. M. Keynes, qui n'est pas un ami de la France ni un ennemi de la bancocratie anglo-américaine (*La réforme monétaire*), à présent, les États-Unis reçoivent l'or à un prix supérieur à sa valeur évaluée en marchandises (supérieur à la valeur qu'il aurait s'il pouvait affecter le crédit, et, par l'intermédiaire du crédit, les prix suivant la méthode orthodoxe d'avant-guerre). Aussi longtemps qu'il en sera ainsi, l'or continuera à affluer aux États-Unis. »

Comment M. L. Romier, qui joue l'économiste, peut-il tomber dans ce borborygme de niaiseries? Comment ses lecteurs ne lui disent-ils pas qu'il se moque d'eux? Toute la presse, d'ailleurs, commet plus de sept fois par jour ce crime d'inintelligence avec l'ennemi. Ce n'est certainement pas toujours pour le déshonneur qu'est servie avec tant de zèle la politique aurifique du Federal Reserve Board des États-Unis.

Le comble, c'est le couplet final de M. Lucien Romier sur « la civilisation qui sombrerait dans le désastre monétaire ». Ici ce n'est plus seulement du crétinisme ou de la trahison, c'est du fanatisme. Celui du plus abject, du plus obtus matérialisme. Quoi! parce que,

sur un billet, on imprimera le chiffre 1.000 ou 10.000 au lieu de 10, notre sol deviendra stérile, notre histoire sera biffée, nos richesses d'art et de pensée, l'œuvre d'un Comte seront abolies !... Ce qui menace vraiment la civilisation, c'est une presse qui ne prospère qu'en abrutissant systématiquement l'opinion publique...

Il y a inflation et inflation. Il y a celle que dirige — et peut toujours doser — un gouvernement effectif et il y a celle que, après l'avoir chargée d'éloquentes malédictions, subit à la dernière extrémité, au jour le jour, une politicalille aux abois. La première est préservative et curative, à tout le moins lénitive. La seconde — en bateau — mène plus ou moins droit à la banqueroute.

Je ne saurais regretter que l'imbécillité scélérate de nos dirigeants n'ait pu comprendre et appliquer la solution financière que je proposais, dès 1919, par l'inflation préventive, c'est-à-dire l'unique émission de 150 milliards de billets en vue d'amortir les rentes d'État et de nous libérer de toutes les dettes intérieures et extérieures. Certes, le franc eût baissé brusquement au taux présent de 0,20 c. ; mais le rétablissement eût été rapide, et, maintenant, le franc serait au pair. Or c'eût été prolonger l'agonie des classes moyennes et, pour un demi-siècle au moins, le règne funeste de l'or. Et donc retarder d'autant la réforme monétaire.

Somme toute, mieux vaut une grande crise régénératrice qui mettra fin, brutalement, à la démocratie, à la ploutocratie, au parasitisme rentier, à l'idolâtrie de l'argent. Notre guérison ne sera pas payée trop cher d'une existence plus austère, plus laborieuse, et même de quelques jeûnes obligatoires, hygiéniques au surplus.

Les circonstances critiques dans lesquelles jusqu'ici ont été émis le papier-monnaie furent toujours provoquées par l'incurie criminelle de ceux qui procédaient à l'émission. Aussi, voyant la facilité avec laquelle le papier-monnaie rétablissait la situation, ne résistait-on

pas à l'entraînement de multiplier les tirages. C'est l'histoire des assignats.

Cela devait conduire à la banqueroute. Mais on ne l'eût pas évitée autrement, et la « hideuse » inflation l'a rendue moins subite et donc moins cruelle. Et puis, les ressources fournies ainsi à la Convention l'aidèrent, pour cette fois, à repousser l'invasion.

Cé nonobstant, un système de monnaie-crédit est tout autre chose. Il ne s'agit plus d'une nécessité de l'heure, d'un expédient de fortune, mais d'une réforme positive profonde.

Dans les plus détestables erreurs, il y a une parcelle de vérité qui les anime. Et c'est ce qui les rend si redoutables.

Le socialisme et même le bolchévisme ont ceci pour eux qu'il faut reconnaître : c'est qu'une civilisation humaine ne peut accepter ni supporter qu'un tiers seulement de ses citoyens adultes se livrent à un travail vraiment productif. La charge est trop lourde pour eux. De plus, la difficulté de vivre s'aggrave de plus en plus dangereusement pour les deux autres tiers. C'est le drame des classes moyennes inadaptables.

Nous aboutissons à cette absurdité, que se refusent à envisager, avec un touchant ensemble, les partis et les journaux de gauche et de droite : si le franc revenait au pair, tout le revenu national du travail (35 milliards de francs-or) ne suffirait point à payer les fonctionnaires et les rentiers. Il ne resterait rien — pas un sol — pour le producteur, sinon la gloire peu nutritive d'avoir une « monnaie saine », un franc-dollar. D'ailleurs, cela n'embarrasse point pour si peu les journalistes effervescents qui proclamaient à l'armistice que l'Allemagne devrait nous verser 1.000 milliards de marks-or.

Le crime irrémissible du socialisme, c'est de trahir le prolétariat par une démagogie profitable à ses meneurs,

en exaltant l'envie haineuse, destructive, en attaquant la seule garantie de l'indépendance personnelle qui subsiste : la propriété individuelle. Car « l'exploitation de l'homme par l'homme » provient surtout de la monopolisation monétaire, c'est-à-dire de la bancocratie qui, présentement, s'appuie surtout sur le socialisme et la démagogie.

Cette « exploitation » n'est pernicieuse qu'autant qu'elle s'effectue pour le compte des rentiers. Le prélèvement normal du capital sur le travail constituerait, au contraire, un des plus énergiques facteurs de progrès social en réalisant l'épargne sociale, la concentration indispensable qui assure, entre autres, à une élite de pensée, les plus féconds loisirs....

Ce n'est pas l'appropriation individuelle qui provoque les abus dont la civilisation occidentale va mourir, c'est l'argent. Entendons la monnaie monopolisée. La propriété est la garantie de l'indépendance, l'abri tutélaire de la famille, elle réalise la plus économique gestion de la richesse sociale. C'est l'argent « anonyme et vagabond » qui suscite le gaspillage, les dépenses dissolvantes, l'usure par l'accaparement du moyen d'échange; et c'est l'usure exécrable qui paralyse la production, entretient le paupérisme et exténue le travailleur en multipliant les parasites.

Pas d'ordre politique si l'on n'établit pas, simultanément, les conditions essentielles de l'ordre économique. Et aussi, pas d'ordre temporel si l'on n'instaure pas un minimum d'ordre spirituel. Mais cela est une autre histoire que nos contemporains abêtis sont peu disposés à entendre.

J'ai promis de répondre aux objections. Il y a en peu. Nous sommes dans la période du silence.

Un journal d'économie sociale, *Capital et travail*, a reproduit intégralement mon premier article sur la mon-

naie fiscale en demandant à son « ami » Jacques Duboin, député, spécialiste comme on sait des questions financières, de dire ce qu'il en pense.

Ce parlementaire n'en pense probablement rien, car cela ne peut s'utiliser électoralement. Jusqu'ici, M. Jacques Duboin, dont le métier est de parler, a imité la prudence de Conrart.

M. Clément Vautel (*Journal* du 21 novembre dernier) a fait sien mon projet d'impôt monétaire, publié pour la première fois dans *le Droit nouveau* de Janvier 1922. Naturellement, il ne cite pas *la Coopération des Idées*. C'est un procédé auquel je suis habitué. J'engage d'ailleurs les « chers confrères » à en user et abuser si cela peut les inciter à propager quelques saines idées.

Voici donc « l'invention » de M. Clément Vautel, pour laquelle il a la générosité de ne pas réclamer de « droits d'auteurs » :

« ... Mais une idée financière m'est venue, comme à tout le monde, et je vais vous la communiquer sans tarder, en vous priant de la soumettre à M. Quidedroit.

« Je crée tout bonnement le billet de banque qui se rétrécit comme la peau de chagrin de Balzac.

« Chaque billet de banque perd, chaque année, automatiquement, 5 o/o de sa valeur officielle: tel est le principe d'une invention que je livre bien volontiers au gouvernement, sans réclamer de droit d'auteur.

« Voici quelques détails sur ce système admirable:

« 1° Tous les billets actuellement existants sont remplacés par des billets neufs, portant, en gros chiffres, le millésime de leur émission. (Les billets actuellement thésaurisés doivent donc sortir de leurs cachettes, et c'est déjà un heureux résultat).

« 2° Les billets perdant, chaque année, 5 o/o de leur valeur, ne sont plus thésaurisés par personne: chacun se dépêche, au contraire, de les refiler à son voisin, et cette circulation intense crée un mouvement d'affaires formidable.

« 3° Cette diminution progressive du stock de papier rétablit lentement, mais régulièrement, la puissance de la garantie en or déposée dans les caves de la Banque de France.

« 4° A un moment donné, on s'aperçoit que cette garantie est redevenue réelle: l'or et les billets sont à égalité (?) Et c'est la fin de l'inflation.

« Une fin douce, sans douleur, tandis que le franc, lui, redevient gaillard.

» Voilà mon idée. Elle est aussi bête qu'une autre mais pas plus. »

La pirouette finale montre assez que M. Clément Vautel, qui fait profession d'esprit réaliste, ne se sent pas très solide sur le terrain du véritable bon sens. Il est indubitable qu'il n'a pas vu toute la portée de son « invention ». Sinon, il se fût bien gardé d'en parler. C'est trop grand pour lui, — et pour ses patrons.

M. Paul Camille, rédacteur à une revue lyonnaise, *le Fleuve*, me demande quelques éclaircissements « quant à l'application de ma théorie: 1° Au système actuel des sociétés par action; 2° Aux variations de prix sur les marchandises de première nécessité; 3° à la crise du logement et à la petite propriété (habitations familiales) ».

Réponse :

1° — Les sociétés par action n'auront plus à émettre d'obligations et seront pourvues abondamment de capitaux d'exploitation. Pour le reste, rien de changé.

2° — Comme je l'ai indiqué, la somme de monnaie-crédit reste fixe, toutes choses égales. L'État n'est plus banquier, il ne peut plus emprunter. Les prix généraux restent donc plus stables *nominalement* qu'il ne le furent jamais; et *réellement*, par une production plus active, ils diminuent. Plus de thésaurisation, de retraits ou de déversements brusques de monnaie, et donc beaucoup moins de fluctuations dans les prix.

3° — Toutes les activités productives étant stimulées,

la question du logement sera résolue par la construction d'immeubles. C'est tout simple ; mais c'est ce que ne peut trouver la démocratie. Chacun sera disposé à acquérir la propriété de son logement, sinon de sa maison. Enfin, le retour à la terre désengorgera les villes. Tout se tient. L'État réduit à ses fonctions propres, la décentralisation ranimera et repeuplera les régions.

Non seulement les abus, mais toutes les déformations psychologiques et morales imputables à l'argent seront abolis, redressés. On n'achètera plus de métal dit précieux pour l'enfouir. La monnaie-crédit n'effectuera que des virements de compte. Elle ne sera qu'un titre d'échange. Par elle-même, non seulement elle ne vaudra rien, mais l'impôt la rendra onéreuse. Loin d'être un but, ce ne sera qu'un moyen qu'on se hâtera d'utiliser.

Schylock et Harpagon deviendront des personnages de légende. Et ce sera fini d'une des plus tristes, d'une des plus douloureuses angoisses humaines : l'avarice. Il ne restera plus que d'inoffensifs collectionneurs.

Acheteurs et vendeurs, producteurs et consommateurs n'échangeront plus que des produits, au juste prix. Tant pis pour qui ne participera d'aucune manière à la production !

Mais pas d'illusion. Il ne faut pas oublier ceci.

A l'armistice, la France resplendissait. Au plus haut prix de son meilleur sang, elle avait conquis l'hégémonie, surtout morale, qui lui conférait tous les pouvoirs sur elle-même et sur les vaincus avec les possibilités infinies d'un prestigieux épanouissement. Elle avait des créances. Nos alliés émerveillés entonnaient sur tous les tons l'hymne de reconnaissance et d'admiration au Poilu triomphateur. La dette intérieure même n'était que le tiers de ce qu'elle est devenue : il était facile de l'amortir. Le franc était à peu près au pair. De plus,

l'enthousiasme civique s'offrait à tous les efforts de régénération. Ce n'était pas en vain, semblait-il, que 1.700.000 martyrs s'étaient dévoués à la mort pour le salut commun.

Et maintenant...

Maintenant, c'est nous que la fibuste de la haute banque anglo-américaine fait chanter. C'est elle qui détient la toute-puissance. C'est nous les suppliants. L'or domine, et l'esprit est asservi. En sept ans, la France victorieuse se trouve réduite à la plus dégradante vassalité, à l'insécurité, à la décomposition, à la ruine et au désespoir.

Après cela, comment peut-on imaginer que l'affreux système démocratique à faire de la poussière, de la honte et de la mort et la funeste politicaille qu'excrémentement ce monstre pourront restaurer les finances de l'État et rétablir un minimum d'ordre au moyen de telle ou telle combinaison de comptabilité, de papiers, d'emprunts, d'impôts, etc. ?

La vérité, que font éclater ces sept années de dissolution et de chute, c'est que les caisses de l'État électif et parlementaire sont un gouffre sans fond où peuvent s'engloutir, sans le combler jamais, toutes les richesses du monde.

Néanmoins, chaque jour voit élaborer un projet plus ou moins ingénieux pour fournir des ressources nouvelles et mirobolantes au Trésor de plus en plus pillé. Et pour comble, ce sont parfois les victimes elles-mêmes qui inventent ces procédés perfectionnés pour être mieux rançonnées et pour achever congrûment la ruine de la nation. Ainsi, il en est qui proposent de concéder les monopoles (à des Américains naturellement), de vendre les « biens oisifs » de l'État. Eh bien ! ce sera indubitablement une aggravation de la gabegie générale, de la dilapidation, une dévastation irréparable. Les forêts, notamment, acquises par des trafiquants, seront sac-

cagées. La terre la plus féconde, par le déboisement, deviendra stérile. Au surplus, tout compte fait, le produit d'argent sera nul. Pour s'en convaincre il n'est que de se rappeler le fameux milliard des congrégations, la liquidation des stocks américains, etc.

Dans la situation tragique où se trouve la France présentement tout peut et doit être tenté, certes, et rien n'est impossible. Pas même la réforme monétaire, profonde et animatrice, qu'on préconise ici. Mais à la condition *sine qua non* d'en finir auparavant avec la cause efficiente des calamités sociales : la peste du régime démocratique.

Toute solution financière vraiment efficace comporte donc, au préalable, le concours de l'artillerie. Soit, un jour de grande séance parlementaire, sur le pont de la Concorde et rue de Tournon, la mise en position et le tir réglé d'une trentaine de mitrailleuses et de quelques 75 bien pointés.

G. D.

POURRITURE DE PRESSE

La note que nous avons publiée sous ce titre, dans notre n° 4, a été reproduite par *l'Entente et ses amis* d'octobre.

Le directeur de ce vaillant petit journal, M. André Chéradame, spécialiste compétent des questions de politique extérieure, ajoute :

« M. Edgar Roëls, israélite d'origine hollandaise, naturalisé français, est connu depuis longtemps comme un virtuose de la publicité exploitant la politique étrangère. C'est un secret de polichinelle pour tous les renseignés à Paris que, depuis de longues années déjà, M. Roëls a su faire des questions extérieures une source de publicité à revenus fort substantiels pour les journaux dont il s'occupe.

« Or, nous estimons que la politique étrangère n'autorise aucune recette de publicité, car cette compromission a pour effet de fausser complètement les vérités nécessaires au maintien de la paix dans la dignité.

« Quant à M. Paul Lévy, directeur de la revue hebdomadaire *Aux Écoutes*, il est le type parfait de l'israélite sincèrement national. Il se conduit avec beaucoup de courage, car, souvent, il donne dans son journal hebdomadaire des informations inédites aussi importantes que celle citée plus haut.

« Enfin, cette « pourriture de presse » n'explique-t-elle pas bien des choses et ne démontre-t-elle pas l'absolue nécessité d'organes réellement indépendants ? »

Hélas ! la pourriture de presse est générale. Elle est une floraison de la démocratie. C'est pourquoi aucun autre journal, *aucun*, n'a reproduit notre article, et pourquoi *le Temps*, a pu s'abstenir de répondre.

G. D.

ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE

PANMUFLISME

Avec l'afflux diluvien des barbares, la muflerie, qui est l'attitude et le geste de la Bêtise, n'a plus de borne.

Les lieux publics deviennent d'affreuses cohues de cow-boys ivres. Pour attirer ceux-ci, pour soutenir la concurrence des cinémas et des casinos, on parle de donner l'autorisation de fumer dans les théâtres, comme à Londres. Il convient d'abrutir les spectateurs par tous les moyens, et la stupidité insane des pièces qu'on représente n'y suffirait peut-être pas. Une Française, qui n'a pas accoutumé encore de singer les dames peaux-rouges du Far-West, ne peut plus aller au restaurant sans en sortir avec une effroyable migraine. Fanfare, cris de sauvage et tabagie. Voilà le plaisir-dollar !

Mais rien ne contient plus la muflerie. La police s'évertue pour protéger contre leurs vices — ne nuisant qu'à eux-mêmes — les dégénérés qui se livrent aux délices de la morphine, de l'opium et de la cocaïne ; mais elle ne se préoccupe point de préserver de l'intoxication forcée, par la nicotine et les fumées opiacées, ceux qui sont sains de corps et d'esprit.

Pourquoi, dans les restaurants notamment, ne réserverait-on pas une salle pour les clients encore civils ? Cela éviterait des contacts qui peuvent devenir tumultueux ; car, devant les manifestations insupportables du panmuflisme cosmopolite, beaucoup de Français se sentent devenir impulsivement des d'Artagnan de la gifle et du coup de pied au derrière.

UN SUCCÈS DU CLUB DES HABITS NOIRS

Les journaux qui affectent le ton élégant déplorent que le public mâle soit admis au théâtre en veston. Même à la Comédie-Française et à l'Opéra-Comique, ma chère!

Quant au public femelle, au contraire, il mérite tous les éloges de ces arbitres du chic, car il n'a pas besoin qu'on le presse pour se mettre à poil, — « toute nue », « archi-nue », « plus que nue ». C'est ce qui s'appelle s'habiller.

Seule, l'aristocratie formée de la fleur des ghettos eurasiatiques et de la valetaille officielle (car ici c'est la fleur qui arrose les jardiniers) maintient à l'Opéra l'obligation de l'habit. N'est-ce point une ingénieuse façon d'ailleurs d'en éliminer les contribuables intelligents et honnêtes, ces cochons de payants! et de rester entre soi, — les autres?

De plus, il est juste d'enregistrer un éclatant succès de ce Club des habits noirs qui s'est donné pour mission de démocratiser le frac. Je veux parler de la comparaison en Cour d'Assises des assassins de Cormeilles. L'un d'eux, Pierson, en effet, avait cru devoir endosser son *smoking* de *dancing* (choses idiotes, mots anglais) pour se faire condamner à mort. Ce jeune homme n'a commis que la faute d'être trop pressé et d'employer une méthode inopportune. Il avait pourtant tout ce qu'il faut pour devenir journaliste mondain ou abonné de l'Opéra.

LITTÉRATURIE

Comme la politiquerie, la littérature va par bandes. Il s'agit d'emporter des positions. Quand on y est installé, de s'y maintenir contre les autres coteries. Démagogie, publicité, sont les plus honnêtes moyens. Ce ne sont pas l'action positive ni l'œuvre qui comptent; mais l'élection et les éditions.

Mais, comme la politiquerie encore, la littérature n'enseigne et n'exploite si bien la Bêtise que parce qu'elle en est un des principaux organes. C'est ainsi, d'ailleurs, qu'elle est parfois divertissante. Voici, par exemple, un jeune romancier, M. J. Kessel. C'est, on va le voir, un bon copain de la courte échelle. Il est à présumer qu'il n'a jamais rien écrit d'aussi amusant que ceci, à propos d'un livre de M. Jean Cocteau :

« Si Cocteau, qui veille à l'impression de ses ouvrages, laisse tant de *blancs* entre les lignes, *c'est qu'il y a beaucoup de pensée sur ces espaces vides.* »

M. Cocteau paraît avoir constitué — quel talent ! — une bonne équipe de « poussons-nous », car un autre jeune littéraire renchérit :

« Le premier, *J. Cocteau a réalisé la valeur de ce qu'on ne dit pas...* Cette disposition typographique du poème n'a pas seulement pour but de nous apprendre à suivre, par-delà les mots, l'évocation suscitée ; elle arrive, avec beaucoup plus de force que la ponctuation, à donner à la phrase sa figure. Elle établit une sorte de corrélation entre le sens et la structure du poème. Elle matérialise en partie l'impression intellectuelle d'une phrase :

« L'aéroplane
plonge à pic
dans le vide. »

C'est un rien, un souffle ; mais c'est immense. Il y a, dans la Bêtise, un mystère de renouvellement et d'épanouissement qui épouvante.

G. D.

LES LIVRES QUI FONT PENSER

La souveraineté de l'État et le droit international, par Louis LE FUR, une brochure in-18 de 40 p. (*Les Lettres*).

Le problème international est devenu une des plus importantes parties de l'immense question de l'ordre. Car, en substituant des buts économiques aux buts politiques, la volonté de puissance des grandes nations impérialistes s'est plutôt exaltée.

« L'impérialisme aujourd'hui, écrit M. Le Fur, est devenu surtout économique. Certains États rêvent bien encore d'annexions ; mais ces annexions visent non plus un accroissement de population — on connaît trop aujourd'hui le danger d'une nombreuse population irrédente — mais bien l'acquisition d'un bassin houiller, pétrolifère ou métallurgique.

« En outre, la pression de la concurrence économique, toujours plus âpre, étend de plus en plus au cercle international les oppositions de la division du travail, longtemps renfermée dans le territoire national. Chaque État tend à se spécialiser dans certaines branches de productions auxquelles les circonstances économiques, géographique semblent le prédisposer. On a cru au début que la multiplicité des rapports entre États qui devait résulter de cette interdépendance constituerait, au point de vue du maintien de la paix une garantie de sécurité. On est revenu aujourd'hui de cette première impression. Il ne faudrait pas croire en effet que des rapports constants soient forcément une condition de bonne entente. Dans les relations internationales comme ailleurs, la division du travail, par le fait même de l'interdépendance qu'elle entraîne, peut au contraire parfaitement multiplier les occasions de conflits. »

Comment résoudre ce grave problème international ? — L'auteur écarte d'abord la solution nationale ou absolutiste. Il considère que la souveraineté de l'État ne doit être que relative. Au-dessus de l'État, il met le droit.

« Il n'est qu'une solution possible, dit l'auteur, c'est que les États se soumettent enfin à une règle commune qui ne reposerait plus seulement sur leur libre volonté, mais qui consisterait dans la reconnaissance d'un droit supérieur, à fondement moral, la loi véritable obligeant tous les membres du corps social. Et ainsi nous nous trouvons amenés au grand problème du fondement du droit, qui se pose à notre époque entre États après s'être posé pendant des siècles entre individus ou groupes secondaires.

« Chose remarquable, ce problème est aujourd'hui résolu en droit interne, mais il ne l'est que pour lui. L'État moderne reconnaît en principe que, dans ses rapports avec ses ressortissants, il est lié par le droit qu'il a mission de dire et de sanctionner ; il se fait gloire d'être un *Rechtsstaat*, un État de droit ; en cas de conflit avec les particuliers ou les associations qu'ils forment entre eux, il consent à se soumettre à la décision d'un juge impartial. En droit interne, tout le monde, y compris lui-même, admet volontiers qu'il n'y a pas plus deux droits que deux morales ; il n'y a plus guère de philosophes ni de juristes à défendre le principe de la volonté arbitraire de l'État. »

C'est la théorie. En fait, on ne voit point que le développement du droit interne ait contenu l'arbitraire de l'État ou plutôt des partis qui s'emparent de l'État, ni apaisé les conflits particuliers. Jamais, il n'y eut tant de spoliations, de violences et d'émeutes sanglantes qu'au cours de ce dernier siècle. Il n'en sera pas mieux du droit international. La Société des nations qui fonctionne à Genève n'est qu'un puissant instrument de la force. Et la plus vile, celle de l'argent. Le droit qu'elle dira sera toujours celui des impérialismes économiques qui la manœuvrent. Comment pourrait-il en être autrement ?

« Une société universelle des États » ? — Certes, rien n'est plus désirable. Mais le désir n'est pas le fait. Il ne réalise qu'en paroles ou en rêve. Une société des États suppose au

préalable l'ordre à l'intérieur de chacun de ces États. Nous en sommes plus éloignés que jamais.

M. Le Fur le reconnaît d'ailleurs : « Les peuples les plus désireux d'observer la paix internationale doivent se montrer extrêmement prudents lorsqu'un triste sort les a dotés de voisins inquiétants ; il leur faut bien réfléchir qu'il ne suffit pas, pour avoir la paix, de la vouloir à soi tout seul... Beaucoup ne peuvent admettre, et c'est cependant bien clair, que la volonté de ne pas faire la guerre, quoi qu'il arrive, le désir de la paix à tout prix, avec l'impréparation militaire qu'il entraîne fatalement, constitue pour un ennemi avide de revanche le meilleur encouragement à la guerre. Il est donc des peuples qui n'ont pas le droit de désarmer ; ce serait de leur part s'offrir en victime sans aucun profit pour la cause de la paix internationale, bien au contraire, puisque ce serait une cruelle démonstration par le fait des dangers du pacifisme. »

Ainsi, l'institution d'un droit international implique le désarmement et, dans les conjonctures présentes, le désarmement irait à l'encontre du but en provoquant immédiatement la guerre.

Cercle vicieux. Pour en sortir, M. Le Fur en appelle judicieusement aux forces morales et, notamment, à « la plus puissante d'entre elles, l'idée religieuse ». N'est-ce point reconnaître que le droit ne s'affirme réellement qu'en devenant inutile ? Quand il a besoin d'être dit et sanctionné, il ne l'est jamais que par ceux qui détiennent les pouvoirs. Quand il est inscrit par une foi et une connaissance communes dans le cœur et l'esprit des hommes, il n'a pas à être dit et sanctionné. Le plus souvent même, il est dépassé par la sociabilité, le dévouement et l'amour.

La vraie Société des nations sera spirituelle. Son gouvernement sera spirituel. Ou elle ne sera pas. Et jusqu'à ce qu'elle soit, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'une doctrine universelle ait subordonné les instincts égoïstes à ses dogmes, le monde sera livré aux compétitions des forces dérégées. Et la plus calamiteuse folie sera de croire que des désirs, des palabres, des « chiffons de papier », le droit pourront changer la nature des choses.

G. D.

La Pensée religieuse de Renan, par JEAN POMMIER, un vol. in-18 de 236 p., 9 fr. (F. Rieder, éd.)

Le pensée religieuse de Renan, très bien exposée et résumée dans cet ouvrage, est toute positive. Si Renan avait voulu ou pu construire un système, il eût refait celui de Comte. Mais il ne le pouvait pas. Il n'allait pas, remarquait déjà Taine, dès 1862, « d'une vérité précisée à une autre. Il avait des impressions, ce mot dit tout. » Et il se complaisait dans le flottement de cette incertitude, qui n'était point celle du scrupule intellectuel, mais surtout celle du scepticisme voluptueux.

Ce livre est composé en trois parties : I. Philosophie, II. Religion, III. Jésus. Il y aurait beaucoup à citer ; mais ce n'est plus l'heure de critiquer l'œuvre renanienne. Je le répète, ce compendium est fort bien fait et donne l'essentiel des idées de Renan sur Dieu, la providence, la prière, le surnaturel, l'âme, la mort, la vie future, le mal, la religion, la psychologie religieuse, le christianisme, le judaïsme, le catholicisme, le protestantisme, les Évangiles et Jésus.

G. D.

Les Officiers de réserve dans la nation, leur rôle et leur devoir, par le colonel WAYMEL, un vol. in-18 de 88 p., 3 fr. 50 (Charles Lavauzelle, éd.).

L'effervescente Société des nations ne se calmant pas, les « pacifistes » ne désarment point, M. Barbusse multipliant des « Appels aux consciences », — tout est à redouter. Et notamment la dernière guerre pour le Droit, la Justice et la Gloire de S. M. Dollar. Aussi, ce petit livre est-il des plus utiles qui montre la possibilité et l'obligation pour les officiers de réserve de participer efficacement à la préparation de la défense nationale.

G. D.

Sous le signe du lion, par Henry-Louis DUBLY, un vol. in-16 de 96 p., 7 fr. (Éd. du *Mercur de Flandre*).

L'auteur est régionaliste. Il aime sa province, la Flandre,

et veut nous la faire aimer. Il a inscrit, en tête de ces « Études et silhouettes de Flandre », la fameuse phrase programme de Maurice Barrès : « Famille de provinces, voilà la nation ; famille de communes, voilà la province ; famille de familles, voilà la commune ». Tout est à reconstruire. La démocratie a tout ruiné. Mais comment M. J. Charles Brun, qui a écrit la préface de ce bon petit livre, peut-il se proclamer à la fois démocrate et régionaliste ?

G. D.

Protocoles des sages d'Israël, un vol. in-18° de 294 p. (Éd. de la *Vieille France*).

On le sait, l'éditeur lui-même le reconnaît, l'authenticité de ces fameux *Protocoles* n'a pu être prouvée. Ils n'en sont pas moins intéressants à lire, ne serait-ce que pour quelques règles positives de gouvernement dont les *goyms* même feraient bien de s'inspirer.

Naturellement, l'éditeur, qui est M. Urbain Gohier, a fait suivre ce savoureux document de commentaires à sa manière. Je n'insiste pas. Ce polémiste de talent, trop indifférent à l'exactitude, a toujours mieux aimé taper fort que juste.

Sur l'antisémitisme, je m'en tiens à cette réponse que je fis à une enquête du *Nouveau Mercure* (juin 1923) :

Aucun « anti » n'est humain.

Une statistique récente établit qu'il y a plus de quinze millions de Juifs dans le monde, dont 150.000 en France : qu'en fait l'antisémitisme ? Même le massacre n'est pas une solution. C'est tout au plus, comme la Saint-Barthélemy, un expédient.

Je n'ignore point que, dans notre anarchie, la race vagabonde représente une formidable puissance de dissolution. Mais l'anarchie n'est pas spécifiquement juive. Calvin, J.-J. Rousseau, Louis XIV, Philippe-Égalité, et tous nos instincts y ont plus de part que les Juifs. L'Or juif ? L'idée juive ? — Toute force matérielle qui n'est point réglée et toute pensée qui n'est point disciplinée sont également corrosives. Sans les Juifs, tout de même, la démocratie, l'élection, le bavardage, la corruption, la ploutocratie ont anéanti les civilisa-

tions grecque et latine. Le bolchévisme est juif; mais ce qui l'a fait surgir, c'est la décomposition de l'aristocratie russe et du tsarisme. L'antisémitisme est une manifestation du désordre comme toutes les agitations de parti.

La solution positive est dans l'ordre. Mais l'ordre est surtout spirituel. La monarchie n'est qu'un mot dont la substance paraît épuisée. Les monarchies européennes ne sont pas moins troublées que les républiques. L'Espagne, l'Italie, l'Angleterre, la Suède, la Belgique, etc., ne sont pas moins asservies à l'or et au nombre que la France.

La question juive est un aspect de « l'immense question de l'ordre ». La solution en est d'abord intellectuelle et morale. Elle est dans la synthèse subjective élaborée par notre grand Auguste Comte. J'en ai indiqué les lignes directrices dans mon livre *Aux jeunes gens. Un maître : Auguste Comte. Une direction : le positivisme.*

Et tout le reste est littérature, confusion, divagations, agitations stériles !...

G. D.

Cette publication est un recueil de notes critiques, d'aperçus immédiats, d'impressions, d'avertissements, en bref l'affirmation d'une pensée vivante qui n'a plus à se chercher. Les documents, les études, la méthode et la doctrine qui ont formé, systématisé le simple bon sens que nous appliquons ici sont exposés dans les Œuvres complètes d'**Auguste Comte, Pierre Laffitte et Georges Deherme**. (Librairie Émile Blanchard, 10, rue de la Sorbonne, Paris).

Le Positivisme intégral. Foi, morale, politique, d'après les dernières conceptions d'A. Comte, par ALFRED DUBUISSON. Un volume in-8° carré de VIII-352 pages 6 fr. (G. Crès, éditeur, 116, boulevard Saint-Germain, Paris).

PRINCIPAUX OUVRAGES DE GEORGES DEHERME

- L'Afrique occidentale française.** Action politique. — Action économique. — Action sociale. (Ouvrage couronné par l'Académie française et par la Société antiesclavagiste de France). — Un vol. in-8, 528 pages, 1908. (Bloud, éditeur)... 6 fr. »
- Auguste Comte et son œuvre : Le Positivisme.** Un vol. in-16, 128 pages, avec deux portraits hors texte, 1909. (Groupe Auguste-Comte)..... 2 fr. 50
- La Crise sociale.** Un vol. in-16, 380 pages, 1910, 3^e édition. (Bloud, éditeur)..... 6 fr. »
- Croître ou disparaître.** La loi de Malthus. — La surpopulation. — Le néo-malthusisme. — La dépopulation française. — Ses facteurs. — Les expédients. — La solution positive. 1 vol. in-16, 270 pages, 1910. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Les Classes moyennes.** Étude sur le parasitisme social. Un vol. in-16, 320 pages, 1912. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Pouvoir social des femmes.** Un vol. in-16, 280 pages, 1914. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Penser pour agir.** Un vol. in-18 jésus de xvi-318 pages, 4^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- L'Argent et la richesse.** Un vol. in-18 jésus de viii-266 pages, 3^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Nombre et l'Opinion publique.** Un vol. in-18 jésus de xv-260 pages, 4^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur). . . 7 fr. 50
- Aux Jeunes Gens. Un maître : Auguste Comte. Une direction : le positivisme.** Un vol. in-18 jésus de iv-150 pages, 1921. (Librairie Ém. Blanchard)..... 5 fr. »
- Le Positivisme dans l'action.** Un vol. in-16 de 460 pages, 1923. (Librairie Ém. Blanchard)..... 10 fr. »
- Pensées et Préceptes d'Auguste Comte.** Un vol. in-18 de xiv-268 pages, 5^e éd., 1924. (Bernard Grasset, éditeur)... 7 fr. 50